

Interview

Dominique Burgeon

Chef de programme stratégique-Résilience
Directeur, Division des urgences et de la réhabilitation
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture (FAO)

Qu'entend-on exactement par résilience à la FAO ?

La résilience est un sujet qui est apparu comme une évidence il y a plus de 4 ans lors du processus de réflexion stratégique engagé par M. Graziano Da Silva, Directeur général de la FAO. Durant ce processus, la FAO a identifié les défis auxquels était confronté le monde en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. Nous nous sommes rendu compte que les chocs qui affectent les agriculteurs, et en particulier les plus petits d'entre eux, sont à la fois plus fréquents, plus nombreux et plus intenses.

Si nous souhaitons atteindre les Objectifs de Développement Durables (ODD) que nous nous sommes fixés aux Nations-Unies, à savoir éradiquer la faim d'ici 2030 et en même temps nourrir 9 milliards d'individus en 2050, il est devenu évident qu'il était prioritaire et obligatoire de renforcer la résilience des populations, des systèmes et des structures. Suite à ces réflexions stratégiques, la FAO a décidé que l'un de ses grands piliers d'actions, à moyen et à long termes, serait le renforcement de la résilience des moyens d'existence des populations face aux chocs et aux crises.

Il faut pour cela renforcer trois formes de capacités. Tout d'abord, celle à absorber les chocs, c'est-à-dire avoir une meilleure résistance aux chocs. Ensuite, il faut renforcer la capacité à s'adapter aux nouvelles conditions (chocs plus fréquents telles que les inondations, les sécheresses...). Enfin, il convient de renforcer la capacité à transformer les systèmes notamment à travers la formulation de nouvelles politiques et stratégies de développement sectorielles. En résumé, le renforcement de la résilience implique de travailler simultanément sur trois capacités: absorber, adapter et transformer.

Les agriculteurs, notamment les petits, sont essentiellement exposés à trois types de menaces. Il y a tout d'abord les catastrophes naturelles dont un grand nombre sont liées au climat. En 2014, plus de 80% des catastrophes naturelles sur la planète furent liées au climat et ont eu un impact considérable sur le secteur agricole des pays touchés. On sait qu'en moyenne 22% du coût total des catastrophes naturelles sont absorbés par l'agriculture et 25% lorsqu'il s'agit de catastrophes liées au climat. En cas de sécheresse par exemple, c'est plus de 80% des coûts qui sont absorbés uniquement par l'agriculture. En effet, on relève peu ou pas de dégâts causés aux infrastructures non-agricoles contrairement à la production agricole et l'élevage qui paie un lourd tribut. L'impact d'El Niño¹ dans la Corne de l'Afrique et plus particulièrement en Ethiopie illustre bien cette situation.

Qu'en est-il des autres formes catastrophes ?

Le renforcement des capacités « absorber-adapter-transformer » vaut également pour les situations de conflits et d'urgences prolongées, qui ont un impact énorme sur les moyens d'existence des populations comme c'est malheureusement le cas dans l'Est de la Méditerranée. Dans beaucoup de pays, entre 75% et 80% des populations rurales dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence. C'est le cas en Syrie. Lors d'un conflit, on pense d'abord aux dégâts causés par les combats et les bombardements intenses, mais il ne faut oublier que les zones rurales sont également fortement impactées. Il y a dans ces zones, non seulement des combats qui peuvent être plus sporadiques, mais aussi des conséquences indirectes liées aux dysfonctionnements des canaux d'approvisionnements et des marchés.

¹ El Niño est un phénomène naturel caractérisé par le réchauffement anormal de la température de surface de la mer dans la partie centrale et orientale de l'océan Pacifique équatorial. En moyenne, ce phénomène se produit tous les deux à sept ans et peut durer jusqu'à 18 mois. Pendant les épisodes d'El Niño, le déroulement normal des précipitations tropicales et la circulation atmosphérique sont perturbés, déclenchant ainsi des événements climatiques extrêmes dans le monde entier. Voir sur <http://www.fao.org/el-nino/fr/>

Lorsque des populations, ayant pour seul moyen de subsistance l'agriculture, ne peuvent plus mener leurs activités, faute d'accès aux intrants et aux services, elles sont alors obligées de migrer vers les villes, les pays voisins ou même plus loin encore parfois. Au-delà du cas de la Syrie, en règle générale, des études ont démontré qu'en période de conflit les populations rurales restaient principalement sur place (près de 87% resteraient). Ces populations sont loin des circuits des aides qui peuvent leur être fournies de manière régulière et souffrent en silence. Essayer d'appuyer leurs moyens d'existence et les aider à traverser ces longues et difficiles périodes à travers l'agriculture constitue donc notre priorité.

Il y a enfin un troisième type de choc pour lequel nous agissons, celui qui frappe la chaîne alimentaire, et plus spécifiquement les urgences liées à la santé animale, aux maladies et aux ravageurs des cultures. La santé animale a un impact considérable sur les moyens d'existence des populations car pour des millions d'individus, la possession d'animaux (chèvres, moutons...) constitue leur unique « compte en banque ». La vente d'animaux leur permet de couvrir des dépenses importantes, donc lorsque ces derniers sont atteints de maladies c'est leur capacité d'action qui s'en trouve affectée. De même pour les problèmes de maladies et de ravageurs de cultures, la FAO est très investie dans la surveillance, le contrôle et la prévention. Nous travaillons par exemple sur les criquets pèlerins dans des pays comme le Maroc, l'Algérie ou la Libye régulièrement affectés par des invasions, acridiennes sur la maladie du palmier, sur les ravageurs des agrumes, etc.

Malheureusement, nous assistons parfois à une combinaison de ces chocs. En Syrie, l'effondrement des structures, notamment les services vétérinaires, peuvent contribuer à la propagation de maladies. Sur un plan agro-météorologique, la Syrie a connu une bonne année 2015. Il y a eu de très bonnes conditions de pluies (en quantité et de distribution), ce qui aurait pu donner une excellente production. La sécheresse n'a pas touché ce pays pourtant nous avons assisté à un important mouvement de population. Que se passerait-il donc demain, s'il fallait aussi ajouter le facteur « sécheresse » à ce conflit ? A ce sujet, il n'est pas inutile d'évoquer le fait que des études mentionnent la sécheresse de 2006-2010 en Syrie comme étant un des éléments ayant pu sensibiliser le système.

Tous les éléments évoqués sont liés et parfois interdépendants, c'est la raison pour laquelle la FAO opère aux niveaux de la gouvernance, de la gestion des risques (en particulier pour les catastrophes liées au climat), dans la mise en œuvre de systèmes d'alerte, de la réduction de la vulnérabilité et de la prévention, et enfin pour apporter une réponse humanitaire. En effet, la FAO est aussi un acteur humanitaire dans les situations de crises. J'aime à rappeler que la FAO est aux côtés des populations rurales et agricoles en tout temps. Depuis 40 ans dans les pays où la FAO est implantée, elle accompagne les populations et cela aussi bien pendant les bonnes périodes que les difficiles. A la FAO, nous sauvons et préservons les moyens d'existence des individus, ce qui contribue à sauver des vies.

Des approches adaptées à la région Méditerranée sont-elles nécessaires en matière de renforcement de ces capacités ?

Oui en effet, il existe des initiatives régionales à la FAO. Le bureau régional du Caire est responsable des programmes pour le bassin méditerranéen. Parmi les principales initiatives, nous pouvons citer les programmes portant sur le renforcement de la résilience, qui au regard de l'actualité, sont très tournés sur les impacts de la crise syrienne et sur les pays voisins. Il y a également les initiatives liées à l'eau, la région étant particulièrement concernée par la pénurie d'eau et le stress hydrique. Enfin il y a les programmes visant à soutenir la petite agriculture familiale avec l'accent mis sur l'opportunité d'emplois des jeunes. La jeunesse de la population est en effet un marqueur démographique important en Méditerranée. En matière de résilience, dans cette région méditerranéenne, les trois chocs et leur probable combinaison attirent en particulier notre attention. La FAO souhaite soutenir les efforts mis en œuvre en matière d'échanges entre les deux rives la Méditerranée car il y a beaucoup à gagner de ces partages. Plus devrait assurément être fait. Enfin, les spécificités de la Méditerranée liées au climat nous préoccupent également. Sur cette thématique nous espérons que la prochaine COP22 qui aura lieu à Marrakech, permettra à la FAO de placer au cœur des débats, les enjeux de la résilience en matière de sécurité alimentaire et dans les productions agricoles durables. *

** Entretien conduit à Rome le 20 février 2016 par Yasmine Seghirate (CIHEAM)*